

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

SOUTIEN AUX INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE LA ROUTE - 4ÈME RAPPORT 2025

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
ANNEXE AU RAPPORT	5
Annexe : Carte des opérations	6
PROJET DE DÉLIBÉRATION	8
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	11
Annexe 1 : Fiches projets	12
Annexe 2 : Convention de financement des mesures environnementales - Contournement Est de Roissy (77/95)	23
Annexe 3 : Convention de financement RD57 Montereau-sur-le-Jard	39

EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport a pour objet de poursuivre la mise en œuvre de la volonté régionale de rendre la route plus fluide, plus sûre, mieux partagée et plus respectueuse de son environnement en soutenant des opérations éligibles au Volet "mobilités" du CPER 2021-2027 et au « plan route de demain ».

Volet "mobilités" du CPER 2021-2027

Le volet « mobilités » 2023-2027 du CPER 2021-2027 a été approuvé en septembre 2024.

L'autorisation environnementale pour le projet de contournement Est de Roissy (CER) (77/95) prescrit un suivi des mesures environnementales sur une durée de 30 ans. En effet, certaines mesures ont besoin de plusieurs années pour exprimer leurs entières fonctionnalités biologiques, comme une zone humide, ou un espace boisé et une période longue de quiétude est nécessaire pour voir se réinstaller certaines espèces animales et végétales. Aussi, les mesures d'évaluation doivent être réalisées sur trois décennies.

Dans ce cadre, il vous est proposé d'approuver la convention pour accompagner le financement de ces travaux relatifs aux mesures environnementales du Contournement Est de Roissy (CER) (77/95), pour un montant total de **3 000 000 €** de participation régionale.

« Plan Route de Demain »

Un programme d'investissement a été adopté dans le cadre du « plan route de demain » regroupant 41 opérations qui ont pour objectifs de traiter des points de congestion récurrents ainsi que de compléter et de mailler le réseau routier d'intérêt régional (RRIR) tout en tenant compte des différences de besoins de mobilité des territoires.

Le présent rapport vous propose d'attribuer au conseil départemental de Seine-et-Marne une subvention d'un montant maximal de **1 380 000 €** pour lui permettre de réaliser les travaux de la déviation de Montereau-sur-le-Jard (77).

Politique régionale de sécurité routière

Le « plan route de demain », permet à la Région de financer des actions de lutte contre l'insécurité routière, laquelle demeure préoccupante en Île-de-France. Dans ce cadre, le présent rapport vous propose d'attribuer **3 subventions** pour un montant total de **1 076 500 €** au département du Val-de-Marne (94), à la communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine (91) et à la commune d'Eaubonne (95).


Afin de permettre les affectations proposées, le transfert de crédits suivant a été opéré au sein du chapitre 908 « transports » :

- du code fonctionnel 86 « liaisons multimodales », programme RE86-002 « plateformes de transport combiné », action 586002017 « plateformes de transport combiné »,

- vers le code fonctionnel 849 « sécurité routière », programme HP849-004 « aménagements de sécurité », action 18400403 « aménagements de sécurité sur voiries communales », d'un montant de 792 700 €.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

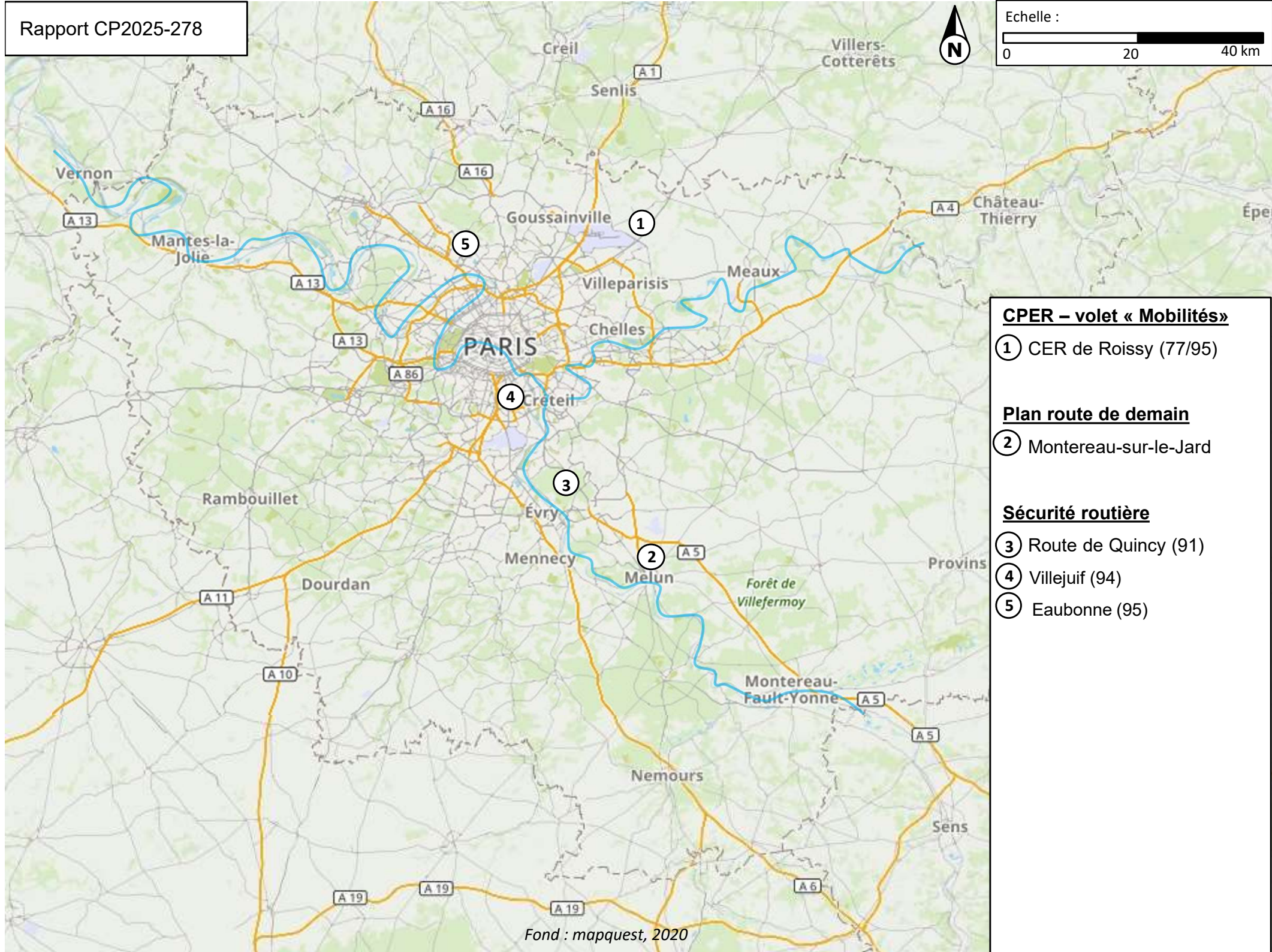
**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXE AU RAPPORT

Annexe : Carte des opérations



CPER – volet « Mobilités »

① CER de Roissy (77/95)

Plan route de demain

② Montereau-sur-le-Jard

Sécurité routière

③ Route de Quincy (91)

④ Villejuif (94)

⑤ Eaubonne (95)

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 20 NOVEMBRE 2025

SOUTIEN AUX INVESTISSEMENTS EN FAVEUR DE LA ROUTE - 4ÈME RAPPORT 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code des transports ;

VU le code de la route ;

VU le code de la voirie routière ;

VU la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) ;

VU le décret n°2025-517 du 10 juin 2025 portant approbation du Schéma Directeur de la Région Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2022-021 du 19 mai 2022 modifiée relative au « plan route de demain » ;

VU la délibération n° CP 2022-316 du 23 septembre 2022 approuvant la convention de financement relative aux études de la voie nouvelle permettant le contournement du hameau d'Aubigny et aux travaux d'augmentation de capacité de deux giratoires sur la RD57 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du conseil régional du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1er juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2ème rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CR 2024-038 du 26 septembre 2024 adoptant le volet « mobilités » 2023-2027 du contrat de plan État-Région 2021-2027, signé le 26 septembre 2024 ;

VU la délibération n° CR 2025-028 du 24 septembre 2025 portant adoption du Plan des mobilités en Île-de-France (PDMIF) ;

VU le budget de la région Île-de-France pour 2025 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-278 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au financement des travaux liés aux mesures environnementales du Contournement Est de Roissy (77/95) comme détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **3 000 000€**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **3 000 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 841 « Voirie nationale » - programme RE 841-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale » - action 584001057 « Aménagement de voirie nationale » du budget 2025.

Cette affectation relève du volet "mobilités" du contrat de plan Etat Région 2021-2027 :

- Volet 7 " Mobilités "
- Sous-volet 73 " Routes (RO) "
- Projet 7301 " Routes "
- Opérations 730105 " Finalisation contournement Est de Roissy (A104) »

Article 2 :

Décide de participer au titre du plan « route de demain » au financement des travaux de la déviation de Montereau-sur-le-Jard détaillé en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de **1 380 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **1 380 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 843 « voirie départementale » - programme HP 843-002 « Aménagement des infrastructures de voirie départementale » - action 18400201 « Aménagement de voirie départementale » du budget 2025.

Article 3 :

Décide de participer au titre de l'annexe 8 « sécurité routière » du « plan route de demain » au financement des projets détaillés en annexe 1 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de 3 subventions d'un montant total maximum de **1 076 500 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CR 2022-021 du 19 mai 2022 modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **120 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 849 « Sécurité routière » programme HP 849-004 « Aménagements de sécurité » - action 18400402 « Aménagements de sécurité sur RD » du budget 2025.

Affecte une autorisation de programme de **956 500 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 849 « Sécurité routière » programme HP 849-004 « Aménagements de sécurité » - action 18400403 « Aménagements de sécurité sur voiries communales » du budget 2025.

Article 4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets jointes en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches projets

**DOSSIER N° 25004361 - ROUTE - CONTOURNEMENT EST DE ROISSY - MESURES
ENVIRONNEMENTALES - DIRIF (77/95)**

Dispositif : CPER 2021-2027 - aménagement des infrastructures de voirie nationale (n° 00001350)

Délibération Cadre : CR2024-038 du 26/09/2024

Imputation budgétaire : 908-841-204114-584001-200

Action : 584001057- Aménagement de voirie nationale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CPER 2021-2027 - aménagement des infrastructures de voirie nationale	6 000 000,00 € TTC	50,00 %	3 000 000,00 €
Montant total de la subvention			3 000 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DGITM DIRECTION GENERALE DES
INFRASTRUCTURES DES TRANSPORTS
ET DES MOBILITES

Adresse administrative : 1 PLACE CARPEAUX
92800 PUTEAUX

Statut Juridique : Service Central D'un Ministère

Représentant : RODOLPHE GINTZ, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2024 - 31 décembre 2054

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Cette subvention s'inscrit dans la continuité de l'opération du Contournement Est de Roissy.

Description :

Il s'agit de la poursuite de l'opération engagée avant le 1er janvier 2023.

Le Contournement Est de Roissy (CER) est une opération ayant consisté à créer une autoroute à 2x2 voies entre l'autoroute A1 et la route nationale RN2 (au nord et à l'est de l'aéroport Paris-Charles de Gaulle) ainsi qu'une route départementale à 2 voies pour garantir les dessertes locales. L'opération a également consisté en la création de trois échangeurs (avec l'A1, pour la desserte locale du Mesnil-Amelot et pour l'accès direct à l'Est de l'aéroport).

Le CER a été déclaré d'utilité publique par décret du 22 septembre 2003. Les travaux et les ouvertures à la circulation se sont déroulés en plusieurs phases, l'intégralité des voies nouvellement créées ayant été ouvertes à la circulation en novembre 2023. L'opération est réalisée sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat – Direction des Routes d'Ile-de-France.

La DiRIF est responsable du suivi des mesures environnementales sur 30 ans. Pour autant, le plan de financement de 240 M€ explicité ci-dessus ne comprend pas le coût de suivi de ces mesures environnementales, étant donné qu'elles ont été prescrites postérieurement au bouclage du plan de financement.

La présente subvention a donc pour objet de financer le suivi des mesures environnementales du Contournement Est de Roissy.

Détail du calcul de la subvention :

Le financement de cette convention d'un montant total de 6 000 000 €, est assuré dans le cadre du volet "Mobilités" du CPER 2021-2027 par :

- Etat : 50% (3 000 000 €)
- Région : 50% (3 000 000 €)

La subvention régionale est donc de 3 000 000 € TTC.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITES/Routes

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	6 000 000,00	100,00%
Total	6 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	3 000 000,00	50,00%
Fonds propres	3 000 000,00	50,00%
Total	6 000 000,00	100,00%

DOSSIER N° 25004566 - ROUTE - DEVIATION DE MONTEREAU SUR LE JARD - ETUDES ET TRAVAUX (77)

Dispositif : Route de demain (n° 00001282)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-843-204133-184002-200

Action : 18400201- Aménagement de voirie départementale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain	4 600 000,00 € HT	30,00 %	1 380 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 380 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE SEINE-ET-MARNE
Adresse administrative : RUE DES SAINTS PERES
77000 MELUN
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS PARIGI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2030

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dans le cadre des développements attendus sur le secteur de Villaroche et de la ZAC du Tertre de Montereau, une étude de modélisation de trafic routier, centré sur la RD57 et les voies adjacentes entre l'A5b et la RD1036 (ex RN36) a été réalisée et a conduit à la décision de réaliser plusieurs aménagements pour contourner le hameau d'Aubigny afin de réduire les nuisances pour les riverains de la RD 57.

La Région a décidé de soutenir ces projets dans le cadre du plan « route de demain ». L'objet de cette subvention est :

- la requalification de la RD 57 entre le giratoire avec la rue Antoine de Saint-Exupéry et l'impasse des Courceaux comprenant :
 - le réaménagement du carrefour à l'intersection avec la RD35,
 - la création d'un itinéraire cyclable.
- La création d'un barreau neuf d'environ 900 m linéaires permettant de dévier la RD57 au droit du hameau d'Aubigny, comprenant :
 - Le réaménagement du carrefour avec l'impasse des Courceaux,
 - La création d'un carrefour à sens giratoire à l'intersection entre le barreau neuf et la RD471.
- le réaménagement et la démolition partielle de la RD 57 existante sur le tronçon dévié.

La convention couvre la poursuite des études, les acquisitions foncières et les travaux.

Détail du calcul de la subvention :

Conformément à la délibération n° CR2022-021 du conseil régional du 19 mai 2022, le financement de l'opération est assuré dans le cadre du plan « route de demain », pour un montant maximum de 6 150 000 € HT dont une participation régionale de 30 % soit 1 845 000 €.

La base subventionnable de la poursuite des études, des acquisitions foncières et des travaux est de 4 600 000 € selon les clés de répartition suivantes :

- Région Île-de-France : 30%, soit 1 380 000 €,
- Département de la Seine-et-Marne : 23,33 %, soit 1 073 640 €,
- Autres financeurs : 46,66 %, soit 2 146 360 €.

Localisation géographique :

- MONTEREAU-SUR-LE-JARD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisitions foncières	180 000,00	3,91%
Etudes	50 000,00	1,09%
Mesures environnementales	300 000,00	6,52%
Diagnostic archéologique	20 000,00	0,43%
Travaux	4 050 000,00	88,04%
Total	4 600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 380 000,00	30,00%
Subvention Intercommunalité CAMVS (sollicitée)	1 073 180,00	23,33%
Subvention Aides privées Zalendo (sollicitée)	1 073 180,00	23,33%
Fonds propres	1 073 640,00	23,34%
Total	4 600 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX097295 - SR - RUE PAUL VAILLANT COUTURIER RD 161 A VILLEJUIF - CD94

Dispositif : Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (investissement) (n° 00001279)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-849-204132-184004-200

Action : 18400402- Aménagements de sécurité sur RD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (investissement)	240 000,00 € HT	50,00 %	120 000,00 €
	Montant total de la subvention		120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE
Adresse administrative : 21 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur OLIVIER CAPITANIO, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 mars 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'avenue Paul Vaillant Couturier RD 161 à Villejuif, entre la rue Eugène Varlin et la rue Jean Jaurès est un aménagement routier de 250ml environ situé dans une zone d'accumulation d'accidents corporels (7 accidents entre 2009 et 2013).

Afin de rendre la route plus sûre pour tous les usagers, le conseil départemental du Val-de-Marne souhaite agir avec l'aide de la région Île-de-France.

L'opération consiste à :

- créer un plateau surélevé au croisement de la rue Flaubert,
- créer un plateau surélevé au droit du centre hospitalier,
- élargir le trottoir nord,
- déplacer les traversées piétonnes.

Deux ans après la réalisation de l'aménagement, un bilan de l'accidentologie avant/après sera réalisé par le Département.

Détail du calcul de la subvention :

L'opération, visant à traiter une infrastructure routière dangereuse, est éligible au dispositif de soutien régional à la sécurité routière, et plus particulièrement à l'article 2, "Actions portant sur l'infrastructure", point 1 "Les opérations visant à sécuriser les zones d'accumulation d'accidents répertoriées, où se sont produits au moins 5 accidents corporels sur une section de moins de 850 mètres sur une période de 5 ans".

Coût de l'opération (et base subventionnable) : 240 000 €.

Taux de subvention : 50% des dépenses subventionnables du projet, non plafonnées.

Montant de la subvention régionale : 120 000 € (240 000 € x 50%).

Localisation géographique :

- VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	240 000,00	100,00%
Total	240 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	120 000,00	50,00%
Fonds propres	120 000,00	50,00%
Total	240 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX097369 - SR - RUE DE SOISY ET ROUTE DE MARGENCY - EAUBONNE (95)

Dispositif : Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (investissement) (n° 00001279)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-849-2041412-184004-200

Action : 18400403- Aménagements de sécurité sur voiries communales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (investissement)	105 000,00 € HT	30,00 %	31 500,00 €
Montant total de la subvention			31 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EAUBONNE
Adresse administrative : 1 RUE D'ENGHIEN BP 50020
95601 EAUBONNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame MARIE-JOSE BEAULANDE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune d'Eaubonne a sollicité un démarrage anticipé du chantier afin de pouvoir engager les travaux de sécurisation au cours des vacances scolaires à l'été 2025. Elle justifie cette demande par la nécessité de terminer les travaux avant la rentrée de septembre 2025. La demande de subvention a été formulée tardivement du fait des délais de réception des derniers devis.

Description :

La commune d'Eaubonne souhaite sécuriser les traversées aux abords de plusieurs groupes scolaires de son territoire.

La présente demande de subvention concerne la sécurisation de la rue de Soisy située aux abords immédiats du groupe scolaire du Mont d'Eaubonne (ERP de catégorie 4) et sur la route de Margency située aux abords immédiats du groupe scolaire Jean-Jacques Rousseau (ERP de catégorie 4). Dans les deux cas, elle porte sur la réalisation de plateaux surélevés réglementaires ainsi que sur le passage des voies à 30 km/h.

Détail du calcul de la subvention :

L'opération, vise à sécuriser des traversées piétonnes aux abords d'établissements recevant du public, elle remplit les conditions inscrites dans le plan " route de demain " à l'article 3 " Développement des actions visant à renforcer la sécurité des usagers les plus vulnérables et à limiter les comportements à risque " et point 1 " La sécurisation des traversées de voies routières par les usagers les plus vulnérables

aux abords immédiats des établissements recevant du public (ERP) .

Ainsi, sont subventionnées à 30% des dépenses subventionnables au titre de la sécurisation des traversées aux abords immédiats des établissements recevant du public les opérations suivantes :

- sécurisation de la rue de Soisy dont les travaux éligibles sont estimés à 61 000 € HT ;
- sécurisation de la route de Margency dont les travaux éligibles sont estimés à 44 000 € HT.

La subvention est donc de 31 500 € (105 000 x 30 %).

Localisation géographique :

- EAUBONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	105 000,00	100,00%
Total	105 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	31 500,00	30,00%
Fonds propres	73 500,00	70,00%
Total	105 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX097102 - SR - ROUTE DE QUINCY - CA VAL D'YERRES VAL DE SEINE (91)

Dispositif : Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (investissement) (n° 00001279)

Délibération Cadre : CR2022-021 du 19/05/2022

Imputation budgétaire : 908-849-2041512-184004-200

Action : 18400403- Aménagements de sécurité sur voiries communales

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Route de demain - Soutien relatif à la sécurité routière (investissement)	1 850 000,00 € HT	50,00 %	925 000,00 €
Montant total de la subvention			925 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA VAL D YERRES VAL DE SEINE

Adresse administrative : 78 ROUTE NATIONALE 6
91800 BRUNOY

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 octobre 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La route de Quincy sur le territoire de la communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine mesure 2 km. La vitesse est limitée à 50km/h mais la vitesse observée V85(vitesse en dessous de laquelle circulent 85 % des véhicules légers) est bien supérieure (V85 autour de 60km/h).

Par défaut d'aménagement, les vélos sont dans la circulation générale malgré le trafic important et les piétons marchent en bord de chaussée.

Plusieurs accidents ont été recensés et de nombreuses réclamations de riverains ont été déposées.

La communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine (VYVS) a réalisé une étude pour sécuriser l'ensemble des usagers.

Le projet établi sur la base de cette étude vise à :

- Faire ralentir les automobilistes en diminuant la largeur des voies et en créant une rupture de l'aspect rectiligne de la chaussée, par les systèmes de plateaux et d'ilots aux intersections et en intégrant un sens prioritaire au Sud.
- Sécuriser les cyclistes et les piétons par la création d'une voie verte pour les séparer de la circulation générale.
- Sécuriser les intersections (augmenter la co-visibilité, orthogonaliser les intersections avec la route de Quincy et améliorer le placement).

Une évaluation sera faite 2 ans après les travaux par comparaison des V85 et du suivi des accidents.

Détail du calcul de la subvention :

L'opération issue d'une étude de sécurité tout mode sur une section d'au moins 850m et faisant l'objet d'une évaluation sur 2 ans, est éligible au dispositif de soutien régional relatif à la sécurité routière, et plus particulièrement à l'article 2, " Actions portant sur l'infrastructure ", point 2 « opération issue d'une étude de sécurité ».

Coût de l'opération (et base subventionnable) : 1 850 000 € HT

Taux de subvention : 50 % sans plafond

Montant de la subvention régionale : 925 000 €

Localisation géographique :

- CA VAL D'YERRES VAL DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maitrise d'œuvre	102 000,00	5,51%
Etudes	30 000,00	1,62%
Travaux	1 718 000,00	92,86%
Total	1 850 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	925 000,00	50,00%
Subventions Etat (sollicitée)	366 400,00	19,81%
Fonds propres	558 600,00	30,19%
Total	1 850 000,00	100,00%

**Annexe 2 : Convention de financement des mesures
environnementales - Contournement Est de Roissy (77/95)**

Contournement Est de Roissy (CER) Suivi des mesures environnementales

Convention de financement
relative au suivi des mesures environnementales
de l'opération du Contournement Est de Roissy (CER)

2025

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE	5
ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION	6
ARTICLE 2 : DÉFINITION ET CONTENU DU PROJET	6
2.1 Périmètre du projet	6
2.2 Description du projet	7
2.3 Calendrier prévisionnel de réalisation	8
ARTICLE 3 : RÔLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES	9
ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES	9
4.1 Estimation du coût du projet	9
4.2 Coûts détaillés.....	9
4.3 Plan de financement.....	9
4.4 Modalités de versement des fonds de concours.....	9
4.4.1 Versement des fonds de concours	9
4.4.2 Modalités de mandatement	10
4.5 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région	10
4.6 Révision du montant du projet pris en compte pour calculer le fonds de concours	10
4.7 Bilan physique et financier du projet.....	11
ARTICLE 5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES.....	11
ARTICLE 6 : RÉCEPTION DES OUVRAGES	11
ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION	11
ARTICLE 8 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION	11
ARTICLE 9 : RESTITUTION DU FONDS DE CONCOURS	12
ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION	13
ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION	13
ARTICLE 12 : RÈGLEMENT DES LITIGES.....	13

ENTRE :

L'**État**, représenté par le Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers,

Ci-après désigné « l'État » ;

ET

La **région Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, ou son délégataire, dûment mandatée par délibération n°CP2025-278 de la commission permanente du Conseil régional d'Île-de-France en date du 20 novembre 2025,

Ci-après désignée « la Région » ;

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** ».

Visas

Vu le code des transports ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée, portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

Vu la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée, portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

Vu la délibération du conseil régional d'Île-de-France n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CR 2024-038 du 26 septembre 2024 adoptant le volet « mobilités » 2023-2027 du contrat de plan État-Région 2021-2027, signé le 26 septembre 2024 ;

Vu la délibération n° CP2025-278 de la commission permanente du Conseil régional d'Île de France du 20 novembre 2025 approuvant la présente convention ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet, acquisitions foncières, travaux...) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

PREAMBULE

Le Contournement Est de Roissy (CER) est une opération ayant consisté à créer une autoroute à 2x2 voies entre l'autoroute A1 et la route nationale RN2 (au nord et à l'est de l'aéroport Paris-Charles de Gaulle) ainsi qu'une route départementale à 2 voies pour garantir les dessertes locales. L'opération a également consisté en la création de trois échangeurs (avec l'A1, pour la desserte locale du Mesnil-Amelot et pour l'accès direct à l'Est de l'aéroport).

Le CER a été déclaré d'utilité publique par décret du 22 septembre 2003. Les travaux et les ouvertures à la circulation se sont déroulées en plusieurs phases, l'intégralité des voies nouvellement créées ayant été ouvertes à la circulation en novembre 2023. L'opération est réalisée sous maîtrise d'ouvrage de l'État – Direction des Routes d'Île-de-France.

Le montant total de l'opération du CER est de 240 M€, co-financé par l'État, la région Île-de-France, Aéroports de Paris, le Département du Val-d'Oise, le Département de Seine-et-Marne, et la Communauté d'agglomération Roissy Pays de France. Dans le détail :

- 48,9 M€ ont été financés avant 2015 par la mobilisation de crédits précédemment affectés à l'opération (PDMI) pour la mise en service entre l'échangeur de Compans et l'accès Est en 2014, la réalisation des travaux de modification de l'échangeur A1/A104 et le dévoiement de l'oléoduc TRAPIL mi-2015 ;
- 191,1 M€ ont été financés sur le volet routier 2015-2020 du CPER et son complément pour la finalisation de l'ensemble des travaux du CER. Dans ce cadre, la Région a réalisé 7 affectations de crédits (2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022) pour un montant total de 85,3 M€.

La réalisation de la dernière et principale phase de travaux, correspondant notamment aux voies autoroutières entre l'échangeur de Compans et l'autoroute A1, à la RD212 pour la desserte locale ainsi qu'aux ouvrages d'art permettant les rétablissements, s'est déroulée entre 2019 et 2023. Plusieurs travaux complémentaires sur le réseau existant sont en cours ou à venir d'ici 2027, notamment la réalisation d'un écran acoustique au Mesnil-Amelot, la déconstruction du giratoire de Compans sur la RD212 à l'est de l'échangeur de Compans et le déploiement de la mise à jour de la signalisation directionnelle au voisinage du CER. L'ensemble de ces opérations sont financées sur le volet routier 2015-2020 du CPER, ainsi que son complément de 6 M€ tous financeurs prévu au volet mobilités 2023-2027 du CPER.

La réalisation des principaux travaux autoroutiers a donné lieu à un avis défavorable du CNPN en date du 7 février 2019, devenu favorable sous conditions en date du 2 octobre 2019 après le mémoire en réponse et les engagements environnementaux pris par la DiRIF. C'est dans ce cadre que la DiRIF a obtenu l'arrêté interpréfectoral n°2019/DDT/SEPR/246 du 19 décembre 2019 modifiant et complétant l'arrêté préfectoral n°06/DAIDD/E/066 du 21 décembre 2006 valant autorisation environnementale pour l'opération du CER (https://www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/aip_2019_ddt_sepr_246_du_19-12-19.pdf).

Cet arrêté prescrit 32 mesures en faveur de l'environnement (mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement) sur près de 100 ha, pour une durée de 30 ans.

La DiRIF est responsable du suivi des mesures environnementales sur 30 ans. Pour autant, le plan de financement de 240 M€ explicité ci-dessus ne comprend pas le coût de suivi de ces mesures environnementales, étant donné qu'elles ont été prescrites postérieurement au bouclage du plan de financement. Cependant, étant donné que la réalisation de la plupart de ces mesures (notamment les mesures de compensation) était un prérequis aux travaux, la DiRIF a effectué les travaux de mise en œuvre de ces mesures sur le budget de l'opération CER. En effet, à la date de signature de la présente convention, la quasi-intégralité des mesures ont été initiées sur le terrain. Pour autant, le suivi de ces mesures, s'effectuera sur une période de 30 ans, avec un coût qui ne peut pas être supporté dans le budget initial de 240 M€ de l'opération CER.

A titre d'information, hors mesures de compensation, l'essentiel des mesures environnementales se situent aux abords du CER et en partie sur du foncier appartenant au groupe ADP. La DiRIF a ainsi signé un prêt à usage avec ADP l'autorisant à occuper le terrain à titre gratuit pour réaliser et gérer les mesures environnementales concernées.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les engagements de l'État et de la région Île-de-France pour le financement du suivi des mesures environnementales du Contournement Est de Roissy.

Le montant contractualisé entre l'État et la Région au titre de la présente convention est financé dans le cadre du volet « mobilités » 2023-2027 du contrat de plan État-Région 2021-2027 pour l'opération de « Finalisation du Contournement Est de Roissy ».

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet, objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Suivi des mesures environnementales du CER ».

ARTICLE 2 : DÉFINITION ET CONTENU DU PROJET

2.1 Périmètre du projet

Les prestations financées relevant de la présente convention correspondent au pilotage et à la mise en œuvre des mesures environnementales du CER telles que prescrites dans l'arrêté interpréfectoral n°2019/DDT/SEPR/246 du 19 décembre 2019. Ceci comprend :

- Tous les travaux de réhabilitation nécessaires au suivi des mesures pour qu'elles puissent répondre à leur finalité environnementale ;
- Tous les suivis et inventaires écologiques nécessaires pour attester de la fonctionnalité des mesures ;
- Le pilotage administratif des mesures environnementales. En effet, la DiRIF a établi et établira des conventions avec des partenaires spécialisés dans le suivi environnemental des sites ;
- L'acquisition foncière de certains espaces accueillant des mesures.

2.2 Description du projet

Les principales caractéristiques fonctionnelles des mesures environnementales sont :

Mesures d'évitement	ME1	Maintien de bermes, prairies artificielles et friches prairiales fonctionnelles et d'intérêts écologiques dans l'emprise du projet	Maintien de 5,57 ha d'habitats ouverts herbacés à proximité immédiate du projet de CER permettant le maintien des espèces remarquables sur site et la colonisation des nouveaux espaces créés ; Maintien et renforcement d'un réseau de milieux ouverts herbacés fonctionnels
	ME2	Maintien d'une partie des habitats de l'Œdicnème criard dans l'emprise du projet	Maintien de 4815 m ² d'habitat de l'Œdicnème criard sur une zone proche du projet
	ME3	Maintien d'une partie des habitats de l'Écaille marbrée-rouge dans l'emprise du projet	Maintien de 630 m ² d'habitat de l'Écaille marbrée-rouge sur une zone proche du projet
	ME4	Maintien d'une partie des habitats du Grillon d'Italie dans l'emprise du projet	Maintien de 6800 m ² d'habitat du Grillon d'Italie sur des zones proches du projet
	ME5	Maintien de zones de fourrés/plantations arbustives/broussailles anthropiques dans l'emprise du projet	Maintien de 6800m ² d'habitats arbustifs dans deux zones du périmètre du projet permettant le maintien des espèces remarquables sur site et la colonisation des nouveaux espaces créés ; Maintien et renforcement d'un réseau de milieux arbustifs fonctionnels
	ME6	Maintien de plantations arborées/boisements anthropiques dans l'emprise du projet	Maintien de 2800m ² d'habitats arborés dans deux zones du périmètre du projet permettant le maintien des espèces remarquables sur site
Mesures de réduction	MR1	Création de bermes, prairies artificielles et friches prairiales fonctionnelles et d'intérêts écologiques sur les délaissés	Création de 66,96 ha de bermes/prairies artificielles et friches prairiales
	MR2	Localisation des installations de chantier et stockages des déblais en dehors des zones sources à maintenir	Conservation des zones sources de biodiversité au sein de l'emprise du projet
	MR3	Balises des zones sensibles (bermes, friches prairiales à maintenir, habitats d'espèces protégées)	Conservation des zones sources de biodiversité et des zones à restaurer au sein de l'emprise du projet
	MR4	Sensibilisation des entreprises	Établissement d'une notice écologique pour les entreprises et réunions de sensibilisation aux entreprises
	MR5	Mise en place d'aires de ravitaillement étanches et éloignées des zones sources	Mise en place d'aires de ravitaillement en dehors des zones sources. Elles seront étanches et équipées de dispositifs permettant la récupération des éventuels effluents
	MR6	Mise à disposition d'un kit anti-pollution	Mise à disposition des conducteurs d'engins un kit anti-pollution afin de permettre une intervention rapide en cas de pollution accidentelle aux hydrocarbures
	MR7	Récolte des graines des espèces détruites par le projet et réensemencement	Réduction des effets de la perte d'espèces remarquables en récoltant puis réensemencant leurs graines
	MR8	Repérage et destruction des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE)	Suppression des foyers d'EVEE pour réduire le risque de dispersion
	MR9	Nettoyage des engins de chantier	Réduction du risque de dispersion des EVEE
	MR10	Végétalisation ou couverture rapide des espaces tassés/mis à nu	Réduction du risque de dispersion des EVEE en empêchant la colonisation des espaces mis à nus
	MR11	Suivi des espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE)	Réduction du risque de dispersion des EVEE
	MR12	Adaptation du calendrier des travaux préparatoires	Réduction du risque de destruction d'espèces protégées
	MR13	Création d'hibernacula (refuges pour l'hibernation)	Création d'hibernacula pour l'hibernation, le repos, la chasse ou la thermorégulation des amphibiens, insectes et micromammifères
	MR14	Limitation de la circulation en phase chantier	Interdiction de circulation sur les zones sensibles en période de forte sensibilité des amphibiens pour réduire leur risque d'écrasement
	MR15	Déplacement des amphibiens	Sauvetage des amphibiens et déplacement dans la zone humide de compensation afin de réduire les impacts sur la zone humide et ses espèces et favoriser le succès de la mesure de compensation

	MR16	Restauration de milieux favorables à l'œdicnème criard après travaux dans l'emprise du projet au niveau du lieu-dit la Renardière	Réduction des effets de la perte d'habitats favorables à l'œdicnème criard en restaurant 0,69 ha afin de permettre le maintien de l'œdicnème dans le secteur et le maintien et renforcement d'un réseau de milieux ouverts thermophiles fonctionnels
	MR17	Restauration de milieux favorables à l'œdicnème criard après travaux dans l'emprise du projet au niveau de l'échangeur A1/RN104	Réduction des effets de la perte d'habitats favorables à l'œdicnème criard en restaurant 0,49 ha afin de permettre le maintien de l'œdicnème dans le secteur et le maintien et renforcement d'un réseau de milieux ouverts thermophiles fonctionnels
	MR18	Restauration de milieux favorables à l'Écaille marbrée-rouge après travaux dans l'emprise du projet	Réduction des effets de la perte d'habitats favorables à l'Écaille marbrée-rouge en restaurant 2,45 ha afin de permettre le maintien de l'espèce dans le secteur et le maintien et renforcement d'un réseau de friches herbacées hautes fonctionnelles
	MR19	Création de fourrés/zones arbustives sur les délaissés	Réduction des effets de la perte de milieux arbustifs en recréant 7,21 ha de fourrés et zones arbustives aux abords du projet
Mesures compensatoires	MC1	Financement de la restauration et du suivi écologique de milieux hygrophiles dans les alentours du projet	Mise en œuvre à l'automne 2020 d'une zone humide de compensation : voir mesure de compensation des dispositions liées à la loi sur l'eau (article 4-1-3 et 4-2)
	MC2	Création et suivi de milieux favorables à l'œdicnème criard dans les alentours du projet	Participer au maintien d'une population d'œdicnèmes criards dans la Plaine de France et ses abords en créant des conditions d'accueil favorables à l'espèce sur 2 ha
	MC3	Boisement compensatoire	Compenser la perte de milieux boisés qui constituent l'habitat d'espèces protégés
	MC4	Désimperméabilisation des espaces bitumés	Désimperméabilisation de zones bitumées puis aération du sol, apport de terre végétale et semis d'espèces locales afin de recréer un habitat favorable à la flore et la faune et notamment à l'Écaille marbrée-rouge
Mesures d'accompagnement	MA1	Réouverture de milieux embroussaillés	Réouverture de 1,20 ha de milieux embroussaillés
	MA2	Établissement d'un plan de suivi pluriannuel des bords de route	Formaliser l'ensemble des actions de suivi liées aux mesures mises en application dans un document cadre et permettre l'évaluation du suivi pratiqué, des adaptations éventuelles et des actions post-travaux
	MA3	Mise en place d'un comité de suivi	Mise en place d'un comité de suivi de la mise en œuvre des mesures de réduction et de compensation
Mesure de suivi		Mesures de suivi	Suivis écologiques portant sur l'ensemble des mesures relatives à la dérogation au titre des espèces et habitats protégés

Toutes les mesures environnementales se situent aux abords du CER, à l'exception des mesures de compensation MC1, MC2 et MC3 qui se situent respectivement à Claye-Souilly (77), Villeneuve-sous-Dammartin (77) et Pontault-Combault/Roissy-en-Brie (77). La localisation des mesures est précisée en annexe 1, bien qu'elle puisse être soumise à modification suite à de futurs Portes à Connaissance auprès de l'autorité environnementale.

2.3 Calendrier prévisionnel de réalisation

	Suivi des mesures environnementales du CER
Date prévisionnelle de début des travaux	01/01/2024
Durée prévisionnelle des travaux	30 ans

Comme précisé en préambule, l'arrêté interpréfectoral n°2019/DDT/SEPR/246 du 19 décembre 2019 valant autorisation environnementale prescrit un suivi des mesures environnementales sur une durée de 30 ans. Ceci implique la réalisation de tous les travaux de maintien et de suivi visés à l'article 4 sur cette période afin que les mesures restent viables pendant ces 30 ans.

ARTICLE 3 : RÔLES ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

L'État est le maître d'ouvrage du projet. A ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les travaux visés à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des travaux pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

La Région ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient de la réalisation de ces travaux, s'ils ne concernent pas le respect de ses engagements financiers et des versements prévus au titre de la présente convention, nécessaires à l'avancement du projet et conformes aux dispositions de l'article 4.5.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

4.1 Estimation du coût du projet

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **6 000 000 € TTC**, non actualisables et non révisables.

4.2 Coûts détaillés

Le maître d'ouvrage fournit une estimation des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Suivi des mesures environnementales du CER	
Postes de dépenses	Montants TTC
Travaux et suivi au niveau des milieux ouverts (bermes, prairies artificielles, friches prairiales fonctionnelles et d'intérêt écologique), des milieux arbustifs et des milieux arborés aux abords du CER	2 500 000 €
Travaux de maintien et suivi pour l'habitat de l'Édicnème criard	1 500 000 €
Travaux et suivi au niveau zone humide	1 200 000 €
Travaux et suivi au niveau zone boisée compensatoire	800 000 €
Total	6 000 000 €

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles et dans le respect de l'enveloppe globale après information des financeurs.

4.3 Plan de financement

Le montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours versé par la Région s'élève à 6 000 000 € TTC.

La Région s'engage à financer ce projet à un taux de 50 % du montant pris en compte pour calculer le fonds de concours, soit une participation financière régionale d'un montant maximum de 3 000 000 € TTC.

4.4 Modalités de versement des fonds de concours

4.4.1 Versement des fonds de concours

Les versements du fonds de concours par la Région au bénéfice de l'État s'effectueront au vu de titres de perception selon un échéancier prévisionnel de versement, défini comme suit :

- 5% à la signature de la convention,

- 90% selon les appels de fonds de l'État en fonction de l'avancement des travaux,
- 5% à la fin des travaux.

Pour la Région, le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

Toutefois, s'agissant d'une Opération inscrite au volet « mobilités » 2023-2027 du CPER 2021-2027, la Région applique la délibération n° CR 2024-038 du 26 septembre 2024 par dérogation à son règlement budgétaire et financier. Les subventions régionales accordées pour les opérations de transports du volet « mobilités » du CPER 2021-2027 sont versées sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale.

4.4.2 Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire de l'État est l'Administrateur Général des Finances Publiques de la Direction Régionale des Finances Publiques.

4.5 Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution du fonds de concours par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ledit fond de concours devient caduc et est annulé. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

L'opération ayant donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

En tout état de cause, à compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 30 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat du fond de concours non versé est caduc.

4.6 Révision du montant du projet pris en compte pour calculer le fonds de concours

Le montant du financement indiqué à l'article 4.3 constitue un plafond. Quelle qu'en soit la cause, tout dépassement de ce montant sera discuté entre les parties de la présente convention et donnera lieu à un accord entre les parties sur les financements supplémentaires pouvant être apportés, matérialisé par une nouvelle convention. En l'absence de cet accord entre les parties de la présente convention, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'État, maître d'ouvrage du projet.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant total initialement prévu, les participations des financeurs sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté par rapport au montant du projet pris en compte pour calculer le fonds de concours indiqué à l'article 4.1. Elles font l'objet d'un versement du fonds de concours au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

4.7 Bilan physique et financier du projet

Un bilan physique et financier sera réalisé à la fin de la présente convention. Ce bilan détaillera le relevé final des dépenses et des recettes réalisées et indiquera le descriptif des réalisations effectuées (dossier d'études, etc.) en justifiant, le cas échéant, les actions qui n'auraient pas été réalisées au moment du solde financier de la présente convention.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

La Région s'engage à :

- informer l'État des fonds de concours reliés à cette convention qui sont présentés en commission permanente.

L'État s'engage à :

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,
- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

ARTICLE 6 : RÉCEPTION DES OUVRAGES

Après réception des ouvrages et levées d'éventuelles réserves, le maître d'ouvrage adressera à la région Île-de-France une attestation certifiant que tous les marchés ont été réceptionnés sans réserve.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La convention entre en vigueur à compter de sa signature par l'ensemble des Parties.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter du 1^{er} janvier 2024 et attribuant les fonds de concours afférents.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 10, soit après le versement du solde du fonds de concours au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4, soit dans le cas d'expiration de la convention par application des règles de caducité prévues à l'article 4.5.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la région Île-de-France et apposition du logo régional :

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de

visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 9 : RESTITUTION DU FONDS DE CONCOURS

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ses obligations contractuelles ou d'une utilisation du fonds de concours non-conforme à son objet, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation du projet (absence de démarrage des travaux, défaut de versement de la part d'un co-financeur...). La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressée(s) par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. À cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par l'ensemble des co-financeurs. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation.

ARTICLE 11 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant.

Les avenants de la convention doivent être approuvés par l'ensemble des parties.

ARTICLE 12 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention doit, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

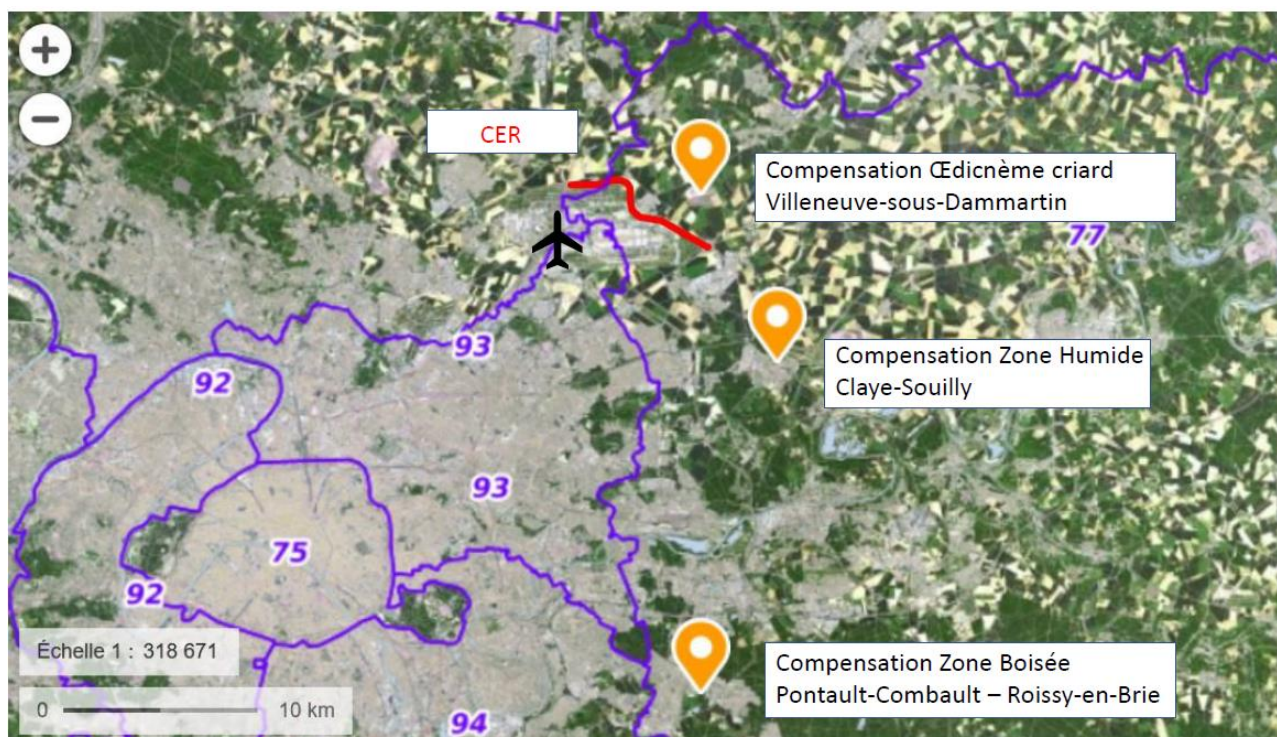
La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Signée par toutes les parties et notifiée le

<p>Pour l'État,</p> <p>Marc GUILLAUME</p> <p>Préfet de la région Île-de-France</p>	<p>Pour la Région,</p> <p>Valérie PÉCRESSE</p> <p>Présidente du Conseil régional d'Île-de-France</p>
---	---

ANNEXE

Annexe 1 : Plans des mesures environnementales



Annexe 3 : Convention de financement RD57 Montereau-sur-le-Jard



zalando



Déviation de la RD 57 – Montereau-sur-le-Jard

Convention relative aux études, acquisitions foncières et travaux de requalification de la RD 57 et de contournement du hameau d'Aubigny sur la commune de Montereau-sur-le-Jard

Table des matières

0.	Préambule	6
0.1.	Contexte de l'opération	6
0.2.	Modalités d'actualisation de la présente convention	6
1.	Objet de la convention	7
1.1.	Périmètre de la convention	7
2.	Rôles et engagements des parties	8
2.1.	La maîtrise d'ouvrage	8
2.1.1.	Identification et périmètre du maître d'ouvrage	8
2.1.2.	Engagements du maître d'ouvrage	8
2.2.	Les financeurs	8
2.2.1.	Identification	8
2.2.2.	Engagements	8
2.3.	La Commune de Montereau-sur-le-Jard	8
3.	Modalités de financement et de paiement	9
3.1.	Estimation du coût du Périmètre conventionnel	9
3.2.	Plan de financement	9
3.3.	Modalités de paiement	10
3.3.1.	Échéancier des appels de fonds	10
3.3.2.	Versement d'acomptes	10
3.3.3.	Versement d'avances	11
3.3.4.	Versement de solde	11
3.3.5.	Paie ment	12
3.3.6.	Bénéficiaire et domiciliation	12
3.4.	Caducité des subventions	13
3.4.1.	Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région	13
3.5.	Comptabilité du bénéficiaire	14
4.	Gestion des écarts	14
4.1	En cas d'économies par rapport au coût de l'Opération	14
4.2	En cas de dépassement par rapport au coût de l'Opération	14
5.	Modalités de contrôle	15
5.1.	Par les financeurs	15
5.2.	Intervention d'experts	15
6.	Modalités d'audit	15
7.	Organisation et suivi de la convention	15
7.1.	Le comité de pilotage	15
7.2.	Le comité des financeurs	16

7.3.	L'information des financeurs, hors instances de gouvernance	17
7.4.	Suivi de la communication institutionnelle	17
7.4.1	Généralités	17
7.4.2	Charte de visibilité régionale et de Zalando	18
8.	Dispositions générales	19
8.1.	Modification de la convention	19
8.2.	Règlement des litiges	19
8.3.	Résiliation de la convention	19
8.4.	Date d'effet et durée de la convention	20
8.5.	Date d'éligibilité des dépenses	20
ANNEXES		26
Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds (€)		27
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des prestations		28
Annexe 3 : Plan de l'aménagement		29

Entre,

En premier lieu,

- La région Île-de-France, ci-après désignée par « la Région », représentée par la présidente du conseil régional, dûment mandatée par la délibération n°CP 2025 - 278 de la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du 20/11/2025 ,
- Le Département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du Conseil départemental dûment mandaté par la délibération n°..... du Conseil Départemental en date du, ci-après dénommé « le Département »
- La Communauté d'Agglomération Melun Val-de-Seine, représentée par son Président dûment mandaté par la délibération n°.....en date duci-après dénommée « la CAMVS »
- La Société ZALANDO Logistics Operations France SAS, dont le siège social est sis au 10 avenue Kléber 75116 Paris , immatriculée sous le siret 52910396200054 , représentée par dûment habilitée aux fins des présentes, ci-après dénommée « ZALANDO »

Ci-après désignés « **les financeurs** »,

En second lieu,

- **La Commune de Montereau-sur-le-Jard**, représentée par son Maire dûment mandaté par la délibération n°..... en date du

Ci-après désigné « **la Commune de Montereau-sur-le Jard** »,

En troisième lieu,

- **Le Département de Seine-et-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental, dûment mandaté par la délibération n°.....du en date du,

Ci-après désigné « **le maitre d'ouvrage** » et « **le bénéficiaire** »,

Ci-après désignés « **les Parties** »,

Visas

VU le code des transports ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'expropriation ;

VU le code de la commande publique

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée, portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CR 2022-021 du 19 mai 2022 modifiée, relative au plan « Route de demain »

VU la délibération n° CP 2022-316 du 23 septembre 2022 approuvant la convention de financement relative aux études de la voie nouvelle permettant le contournement du hameau d'Aubigny et aux travaux d'augmentation de capacité de deux giratoires sur la RD57

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 du Conseil Régional portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1er juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2ème rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP _____ du _____ du conseil régional approuvant la présente convention ;

VU la délibération n° _____ du ____/____/____ du département de Seine-de-Marne approuvant la présente convention ;

VU la délibération n° _____ du ____/____/____ de la Communauté d'Agglomération Melun Val-de-Seine approuvant la présente convention ;

VU la délibération n° _____ du ____/____/____ de la Commune de Montereau-sur-le-Jard approuvant la présente convention ;

Il est convenu ce qui suit :

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (études préalables de faisabilité, études environnementales, enquête publique, études d'avant-projet et projet, acquisitions foncières, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

0. Préambule

0.1. Contexte de l'opération

Dans le cadre des développements attendus sur le secteur de Villaroche et de la ZAC du Tertre de Montereau, une étude de modélisation de trafic routier, centrée sur la RD57 et les voies adjacentes entre l'A5b et la RD1036 (ex RN36) a été réalisée et a conduit à la décision de réaliser plusieurs aménagements.

Au vu des flux prévus, afin de réduire les nuisances pour les riverains de la RD57 de Montereau-sur-le-Jard (hameau d'Aubigny), il a été collectivement convenu de contourner le hameau.

0.2. Modalités d'actualisation de la présente convention

Il n'est pas prévu de modalités d'actualisation. Les engagements de la présente convention sont formulés uniquement en euros courants ; les appels de fonds seront payés en euros courants.

Il est convenu ce qui suit :

1. Objet de la convention

La convention a pour objet de :

- définir les modalités de financement des travaux relatifs au projet de la déviation de la RD57 à Montereau-sur-le Jard.
- préciser les conditions de suivi et de réalisation de ces travaux

Les Parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au Projet, objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Convention relative aux études, acquisitions foncières et travaux de requalification de la RD 57 et de contournement du hameau d'Aubigny sur la commune de Montereau-sur-le-Jard »

1.1. Périmètre de la convention

Les objectifs visés par le projet d'aménagement de déviation de la RD 57 consiste à :

- Requalifier la RD 57 entre le giratoire avec la rue Antoine de Saint-Exupéry et l'impasse des Courceaux comprenant :
 - Le réaménagement du carrefour à l'intersection avec la RD35,
 - La création d'un itinéraire cyclable.
- Créer un barreau neuf d'environ 900 m linéaires permettant de dévier la RD57 au droit du hameau d'Aubigny, comprenant :
 - Le réaménagement du carrefour avec l'impasse des Courceaux,
 - La création d'un carrefour à sens giratoire à l'intersection entre le barreau neuf et la RD471.
- Réaménager et démolir partiellement la RD 57 existante sur le tronçon dévié.

2. Rôles et engagements des parties

2.1. La maîtrise d'ouvrage

2.1.1. Identification et périmètre du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est :

- Le Département de Seine-et-Marne.

Les travaux seront exécutés par le Département. Ce dernier assurera toutes les obligations et responsabilités du Maître d'ouvrage.

A ce titre, il fera son affaire des procédures administratives préalables à la réalisation des travaux.

2.1.2. Engagements du maître d'ouvrage

Le Département s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité l'opération dont le contenu est précisé à l'article 1 et les caractéristiques sont précisées à l'article 1.1, en respectant le coût et le calendrier prévisionnel indiqués respectivement aux articles 3.1 et 3.2 ainsi que dans l'annexe 2, de la présente convention. Le calendrier d'opération peut faire l'objet d'adaptations après présentation au comité des financeurs.

Le Département s'engage à informer les financeurs, des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Le Département s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

2.2. Les financeurs

2.2.1. Identification

Les financeurs sont :

- la région Île-de-France ;
- le Département de Seine-et-Marne ;
- la Communauté d'Agglomération Melun Val-de-Seine (CAMVS) ;
- Zalando.

2.2.2. Engagements

La signature de la convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les financements nécessaires pour la réalisation du périmètre défini à l'article 1.1 dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.2.

2.3. La Commune de Montereau-sur-le-Jard

La Commune valide le tracé du contournement du hameau d'Aubigny présenté en annexe 3 et s'engage à faciliter l'ensemble des démarches préalables à la réalisation des travaux ainsi que leur réalisation.

3. Modalités de financement et de paiement

3.1. Estimation du coût du Périmètre conventionnel

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la convention est évalué à **4 600 000 € HT euros courants**.

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du Projet :

Dépenses subventionnables	Montant HT
Acquisitions foncières	180 000 €
Etudes DCE	50 000 €
Mesures environnementales	300 000 €
Diagnostic archéologique	20 000 €
Travaux et prestations connexes	4 050 000 €

Cette répartition indicative peut évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses, dans le respect de l'enveloppe globale.

3.2. Plan de financement

Pour rappel, une convention a été signée entre la Région et le Département (délibération n°CP2022-316 du 23 septembre 2022) afin de financer les études relatives à la voie nouvelle destinée au contournement du hameau d'Aubigny, et les travaux d'augmentation de capacité de deux giratoires sur la RD57. Le montant maximal de la participation régionale s'élève à 210 000 €.

Par ailleurs, une convention a également été conclue entre le Département et la CAMVS pour l'élargissement de ces giratoires, prévoyant une participation financière maximale de 105 000 €.

Les études subventionnées ont permis de déterminer le scénario retenu pour la requalification et la déviation de la RD 57, permettant le contournement d'Aubigny.

Convention relative aux études, acquisitions foncières et travaux de requalification de la RD 57 et de contournement du hameau d'Aubigny sur la commune de Montereau-sur-le-Jard Plan de financement en € HT courants				
Financiers				
MOA CD77	Région	CAMVS	ZALANDO	Total
1 073 640 €	1 380 000 €	1 073 180 €	1 073 180 €	4 600 000 € HT
23.34 %	30%	23.33 %	23.33 %	100%

Il est précisé que la participation financière versée par Zalando sera versée sur la base d'appels de fonds non soumis à TVA, pour une enveloppe globale et maximale de 1.073.180 euros. En cas de surcoûts, les dispositions sont précisées à l'article 4.2.

3.3. Modalités de paiement

3.3.1. Échéancier des appels de fonds

L'annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des appels de fonds du maître d'ouvrage, par financeur.

Les financeurs sont avisés des évolutions de l'échéancier prévisionnel par le maître d'ouvrage. Au premier trimestre de chaque année, le maître d'ouvrage transmet une version mise à jour de cette annexe au comité des financeurs, tel que défini à l'article 7.2. En l'absence de la transmission d'un échéancier mis à jour, les financeurs se réservent le droit de limiter leurs versements aux montants annuels inscrits dans le dernier échéancier mis à jour transmis.

Le cas échéant, les financeurs informent le maître d'ouvrage des difficultés éventuelles posées par une évolution substantielle des échéanciers d'appels de fonds et proposent une solution. Si les difficultés persistent, les parties peuvent solliciter l'examen de ces difficultés par le comité de pilotage.

3.3.2. Versement d'avances

3.3.2.1. Demande de versement de l'avance auprès de la Communauté d'Agglomération Val-de-Seine

Une avance de 30% sera sollicitée au lancement des travaux.

3.3.2.2. Demande de versement de l'avance auprès de Zalando

Une avance de 30% sera sollicitée au lancement des travaux.

3.3.3. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement du Projet sur présentation d'appels de fonds non soumis à TVA par le maître d'ouvrage.

L'annexe 1 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmet aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquelles l'appel de fonds se rattache.

3.3.3.1. *Demande de versement des acomptes auprès de la Région, de Zalando et de la CAMVS :*

Les états d'acompte sont établis en euros courants.

La demande de versement des acomptes comprendra l'état récapitulatif des paiements déjà effectués, daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire de la subvention, qui précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.2.

3.3.3.2. *Plafonnement des acomptes pour la Région, Zalando et la CAMVS :*

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80% du montant de la subvention.

3.3.4. Versement du solde

3.3.4.1. *Demande de versement du solde auprès de la Région :*

Après achèvement des travaux couverts par la convention, le bénéficiaire transmet un bilan physique et financier justifiant l'achèvement de l'opération.

Le versement du solde est subordonné à la production pour le bénéficiaire :

- D'un relevé final des dépenses et des recettes réalisées incluant le cas échéant les frais de maîtrise d'ouvrage, qui comporte notamment :
 - le récapitulatif des subventions attribuées au titre de l'Opération en euros courants ;
 - le récapitulatif des versements effectués par les différents financeurs en euros courants ;
 - le récapitulatif des dépenses effectivement payées à la date de réalisation du bilan, décomposée selon les postes constitutifs de son coût prévisionnel.
- Cet état récapitulatif des paiements précise les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Il doit par ailleurs

comporter la date de mise en service du bien financé par la Région, le calcul et la justification de l'état du solde, déterminé par application du taux de subvention sur la différence entre les dépenses effectivement payées par les maîtres d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les dépenses prises en compte dans les versements effectués précédemment ;

- Le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués à l'article 3.3.3.1

Chacun de ces documents est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire .

Sur la base de ces documents, le bénéficiaire procède , selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Les demandes de solde adressées à la région Île-de-France devront respecter les obligations définies à l'article 25 du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France. Toute demande de solde est ferme et définitive.

3.3.4.2. Demande de versement du solde auprès de la Communauté d'Agglomération Val-de-Seine

Le solde sera demandé sur la base du bilan des dépenses.

3.3.4.3. Demande de versement du solde auprès de Zalando

Le solde sera demandé sur la base du bilan des dépenses.

3.3.5. Paiement

Le paiement est conditionné au respect par le bénéficiaire des dispositions de la convention.

Le versement des montants de subvention et participations financières appelés par le bénéficiaire doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini aux articles 3.3.2, 3.3.3 et à l'article 3.4 de la présente convention.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit à la connaissance du maître d'ouvrage, éventuellement sous forme électronique.

3.3.6. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du bénéficiaire aux coordonnées suivantes :

- Département de Seine-et-Marne sur le compte ouvert au nom Paierie Départementale de Seine-et-Marne 4 rue des Fossés 77007 MELUN Cedex, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
FR57	3000	1005 25C770000000	066

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Région Île-de-France	2 rue Simone Veil 93400 SAINT-OUEN SUR SEINE	Pôle Finances – Direction de la comptabilité depot.subvention@iledefrance.fr
Département de Seine-et-Marne	Département de Seine-et-Marne Hôtel du Département 77010 Melun Cedex	Direction des Routes SDPP / SGBCM DR-sdpp@departement77.fr
Communauté d'Agglomération Melun Val-de-Seine	297 rue Rousseau Vaudran - 77190 Dammarie-lès-Lys	Direction de l'Aménagement du Territoire dat@camvs.com
Zalando Logistics Operations France SAS	10 avenue Kléber, 75116 Paris	invoices@zalando.de A l'attention de Richard Laloi

La dématérialisation des factures et appels de fonds s'inscrit dans une obligation totale au sein du secteur public depuis le 1er janvier 2020. Toutes les entreprises doivent adresser leurs factures au secteur public sous forme électronique (cf. ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique). Les entreprises, les collectivités territoriales et les établissements publics doivent utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée "Chorus Pro" : <https://chorus-pro.gouv.fr>. Pour toute aide, un accès à la documentation est disponible sur le site.

- Pour la Région :

A titre dérogatoire, les appels de fonds adressés à la région Île-de-France ne pouvant être déposés dans Chorus Pro seront envoyés via le lien dédié, avec l'ensemble des pièces justificatives à l'adresse suivante :

« depot.subvention@iledefrance.fr », dans l'attente de l'identification d'une solution technique dans Chorus Pro.

- Pour Zalando :

Les pièces justificatives ne pouvant être mises dans Chorus, celles-ci seront transmises par mail à l'adresse fournie dans le tableau ci-dessus. Zalando transmettra également le numéro d'engagement pour le dépôt de l'appel de fonds sur Chorus par le Département.

La CAMVS fournira également au Département le code service et le numéro d'engagement pour le dépôt sur Chorus.

3.4. Caducité des subventions

3.4.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'Assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique ou acompte), ladite

subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

L'Opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de Projet, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'Opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.5. Comptabilité du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres aux travaux réalisés dans le cadre de la présente convention.

4. Gestion des écarts

4.1. En cas d'économies par rapport au coût de l'Opération

Pour la Région :

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant du périmètre indiqué à l'article 3.2 défini à l'article 1.1, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués en préambule. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

Pour Zalando et la CAMVS :

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant visé à l'article 3.2, la participation financière attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.2. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

4.2. En cas de dépassement par rapport au coût de l'Opération

Pour Zalando :

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent supérieures au montant visé à l'Article 3.2, la subvention / participation financière attribuée sera révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'Article 3.2, mais dans la limite d'un coût total de 6.150.000 euros HT.

Dans le cas où les dépenses réelles ou prévues dépasseraient la somme de 6.150.000 euros HT, les surcoûts au-delà de la somme de 6.150.000 euros HT seront intégralement supportés par le maître d'ouvrage.

Pour la CAMVS et la Région :

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par le maître d'ouvrage s'avèrent supérieures au montant du périmètre conventionnel défini à l'article 1.1, les parties s'engagent à se rencontrer et un avenant pourra être établi le cas échéant en cas d'accord sur l'augmentation de leur participation financière.

5. Modalités de contrôle

5.1. Par les financeurs

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place et sur pièces de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs, juridiques et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Les bénéficiaires de la subvention conservent l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix (10) ans à compter de leur date d'émission pour tout contrôle effectué à posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution du projet, activité ou action subventionnée.

5.2. Intervention d'experts

L'un des financeurs peut désigner ou missionner un expert, après information des autres financeurs. Les maîtres d'ouvrage s'engagent à permettre aux experts, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, sous réserve de l'accord du chef de Projet qui pourra le refuser pour des raisons de sécurité, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Les maîtres d'ouvrage sont chargés de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

6. Modalités d'audit

La Région se réserve le droit de faire conduire un audit à l'issue des travaux, pour contrôler la bonne utilisation des fonds versés, conformément aux dispositions de l'article 1611- 4 du CGCT et aux recommandations de la Cour des Comptes.

Ces audits éclairent les parties sur les modalités de clôture de l'Opération.

7. Organisation et suivi de la convention

La gouvernance s'articule autour des deux instances suivantes classées par ordre décroissant de niveau de représentation, qui permettent de garantir le suivi des travaux.

7.1. Le comité de pilotage

Sous la présidence du maître d'ouvrage, ce comité est composé du maître d'ouvrage, des élus, ou leurs délégataires, représentant les financeurs.

Ce comité pilote et arbitre les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'Opération dans le respect des délais et des coûts prévus.

Il se réunit autant que de besoin concernant les questions ayant des incidences majeures sur l'Opération, notamment les ajustements techniques, administratifs et financiers qui n'auraient pu être validés par le comité des financeurs décrit à l'alinéa suivant. Ce comité de pilotage est nécessairement précédé par un comité des financeurs préparatoire. Le maître d'ouvrage présente alors au comité de pilotage les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur l'Opération et ce, en vue de permettre au comité de pilotage de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'Opération. Le cas échéant, les dispositions prévues aux articles 5 et 7 de la convention seront mises en œuvre.

Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les documents doivent être préalablement transmis aux membres du comité au plus tard deux (2) semaines avant la réunion.

Le secrétariat est assuré par les maîtres d'ouvrage.

7.2. Le comité des financeurs

Le comité des financeurs est composé des représentants de l'ensemble des Parties et notamment des techniciens en charge de la réalisation de l'Opération. Le comité aborde principalement les questions techniques et financières de l'Opération.

A l'initiative du maître d'ouvrage, le comité se réunit au moins deux (2) fois par an en séance ordinaire.

A l'initiative de l'une des parties, le comité peut être réuni en séance extraordinaire.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de sa mission et des différentes analyses. Ce compte-rendu est transmis aux financeurs.

Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un (1) mois et les documents doivent être préalablement transmis aux membres du comité au plus tard deux (2) semaines avant la réunion.

Le suivi de l'Opération s'organise principalement autour des deux thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'Opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ;
- le point sur l'avancement des travaux ;
- une appréciation sur le déroulement de l'Opération ;
- la liste des marchés signés avec leur montant d'engagement et le nom des prestataires ;
- la liste des marchés à venir ;
- le suivi du calendrier des travaux ;
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses) ;

- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel de l'Opération tel qu'il peut être estimé à la date du comité ;
- un état des lieux sur la consommation des provisions ;
- un état d'avancement des dépenses et le coût final prévisionnel ;
- un état des appels de fonds appelés et versés à date ;
- un état actualisé des prévisions pluriannuelles des appels de fonds.

Le secrétariat est assuré par le maître d'ouvrage.

7.3. L'information des financeurs, hors instances de gouvernance

Pendant toute la durée de validité de la convention, le maître d'ouvrage s'engage à informer les financeurs, sans délai :

- de toutes évolutions significatives dans les perspectives prévisionnelles de l'appel de fonds sur l'exercice en cours ;
- en cas de difficultés ayant une incidence financière, calendaire et/ou programmatique.

Le maître d'ouvrage s'engage également à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du Projet.

7.4. Suivi de la communication institutionnelle

7.4.1 Généralités

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par le Comité des financeurs.

Cette communication est partagée et validée par le MOA et les financeurs dans le cadre de ce comité des financeurs.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. L'opération présente les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maître d'ouvrage ;

l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Région, Département, autres financeurs.

La surface allouée à chaque partenaire sera identique.

En cas d'utilisation externe du logo Zalando (panneaux, signalétique prévue à cet effet etc), celle-ci devra avoir lieu dans le cadre d'une communication liée à l'implication financière de Zalando dans le projet et non de panneaux de signalisation.

Chaque publication ou communication prévue par le maître d'ouvrage devra être signifiée et soumise à l'approbation de Zalando dans la mesure où son nom et son logo sont présents.

7.4.2 Charte de visibilité régionale et de Zalando

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la « Charte de visibilité régionale » disponible sur www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF dont les principes sont :

Mention du soutien de la région Île-de-France et apposition du logo régional

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Mention du soutien de Zalando et apposition du logo

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par Zalando » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité de Zalando. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à Zalando pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de Zalando des dates prévisionnelles de ces actions et à leur faire valider les éléments le concernant.

Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Tout événement public de valorisation du projet subventionné doit être signifié à Zalando. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de Zalando de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale. Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale ou départementale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

8. Dispositions générales

8.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnés à l'article 3.3.5 qui font l'objet d'un échange de lettres entre la Partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties signataires de la présente convention.

8.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

8.3. Résiliation de la convention

Les parties à la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les parties sont informées immédiatement de la mise en demeure qui est adressée aux bénéficiaires de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des Parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres Parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'Opération.

La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les Parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement total ou partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop- perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire de la subvention et des participations financières.

8.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification à l'ensemble des autres parties par voie recommandée avec accusé de réception.

La présente convention expire :

- après le versement du solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.3.4 ;
- ou à la date de la constatation de la caducité de la subvention selon les modalités prévues à l'article 3.4 ;
- ou en cas de résiliation de la convention selon les modalités prévues à l'article 8.3.

8.5. Date d'éligibilité des dépenses

Conformément aux dispositions de l'article 17 de son Règlement budgétaire et financier, la date de prise en compte des dépenses par la Région court à compter du vote de la délibération d'attribution de la subvention ou de la date indiquée par la délibération, si elle est différente.

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour la région Île-de-France,

Valérie PÉCRESSE
Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour la Mairie de Montereau-sur-le-Jard,

Monsieur Christian HUS,
Maire de Montereau-sur-le-Jard

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour le Département de Seine-et-Marne,

Jean-François PARIGI

Président du Département de Seine-et-Marne

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour la Communauté d'Agglomération Melun Val-de-Seine,

Franck VERNIN

Président de la Communauté d'Agglomération
Melun Val-de-Seine

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux.

Signée par toutes les Parties et notifiée le

Pour ZALANDO Logistics Operations France SAS,

Richard Laloi
Directeur général

ANNEXES

Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de fonds

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation

Annexe 3 : Plan de l'aménagement

**Annexe 1 : Échéancier prévisionnel des appels de
fonds (€)**

MOA CD77	2028	2029	2030	2031	Total
Région Île-de-France	50 000		500 000	830 000	1 380 000
CAMVS		321 954		751 226	1 073 180
ZALANDO		321 954		751 226	1 073 180

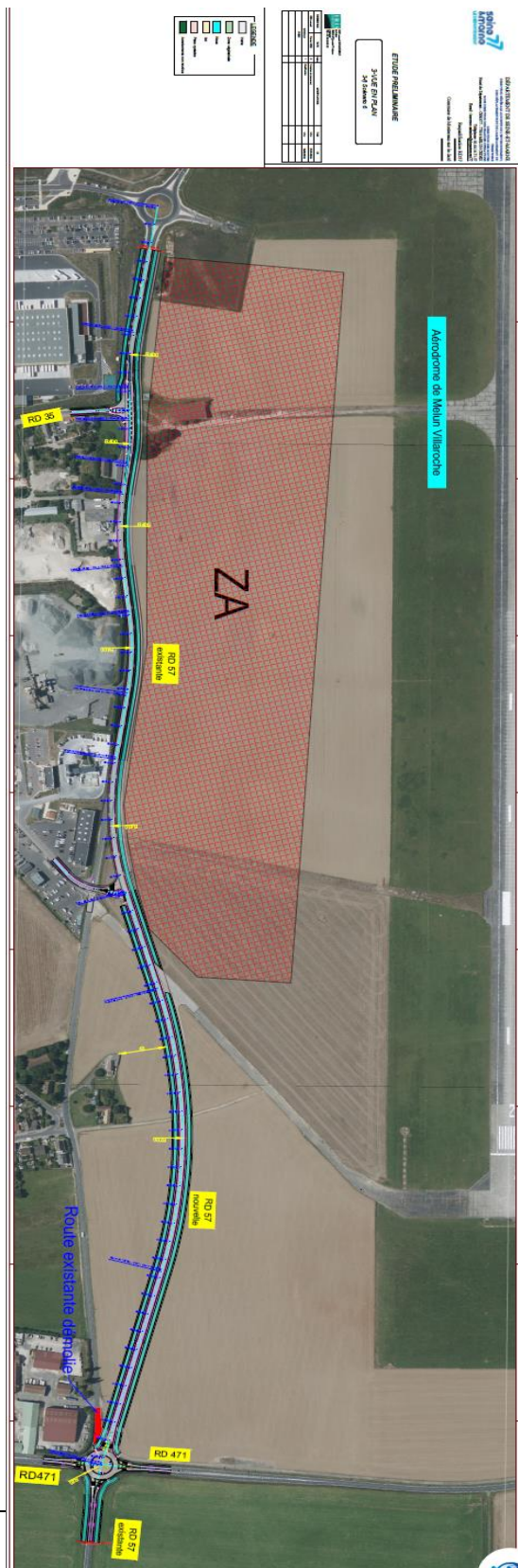
Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation des prestations

- **Département de Seine-et-Marne :**

Acquisitions foncières : 2027
Etudes niveau DCE : 2028
Démarrage des travaux : 2029
Fin des travaux : 2030

Annexe 3 : Plan de l'aménagement

Plan niveau études préliminaires :



- Carrefour giratoire existant RD57 x rue Antoine de Saint-Exupéry : pas de modification.
- Carrefour entre la RD57 et la RD35 : réalisation d'un carrefour en T avec aménagement d'un tourne-à-gauche en provenance de la RD57 vers la RD35. Le débouché de la RD35 sera géré par un cédez-le-passage.
- Carrefour entre la RD57 et l'impasse des Courceaux : aménagement d'un carrefour en T, gérée par un cédez-le-passage.
- Intersection entre la RD57 x RD471 : création d'un giratoire à 4 branches.

Ces éléments relèvent de l'étude de faisabilité (études préliminaires) et seront approfondis lors des phases ultérieures d'étude.